



HAL
open science

L'expérience d'un mouvement d'éducation populaire à Sallaumines

Olivier Mathieu

► **To cite this version:**

Olivier Mathieu. L'expérience d'un mouvement d'éducation populaire à Sallaumines. Michel Hastings; Anne Kerlan; Bénédicte Héraud. Le sens pratique de l'hospitalité. Accueillir les étrangers en France, 1965-1983, CNRS éditions, 2021, 978-2-271-13303-8. halshs-04337559

HAL Id: halshs-04337559

<https://shs.hal.science/halshs-04337559v1>

Submitted on 12 Dec 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'expérience d'un mouvement d'éducation populaire à Sallaumines

Olivier Mathieu

Correspondant de l'IHTP pour le département du Pas-de-Calais.

La rencontre au cours des années 1970 entre un mouvement d'éducation populaire, ici Peuple et Culture (PEC) et un public étranger de mineurs marocains, n'avait rien de délibéré, la « cause des étrangers » ne figurait pas au cahier des charges de ce mouvement. Pourtant celui-ci fut bien le seul à « faire accueil » à cette époque à ces étrangers de Sallaumines et des villes voisines marquées par ailleurs par une sociabilité minière très intense¹. Il faut bien évidemment insister sur un contexte de récession pour mettre cette rencontre en perspective.

Sallaumines compte alors 17 % de mineurs dans sa population active, le dernier puits y ferme en 1988. La ville est dominée par un pôle communiste et syndical, PCF et CGT, qui a fédéré très largement la résistance de la population à l'emprise des Houillères et qui tient la municipalité depuis 1935. La reconversion, entamée depuis le début des années 1960, est difficile : la ville reste encore très largement ouvrière, à plus de 70 %, avec un niveau moyen de qualification très faible. L'implantation de Peuple et Culture² dans le Bassin Minier se cristallise autour d'un réseau très homogène de jeunes gens, natifs du secteur et groupés autour de personnalités comme Gérard Mlékuz³ et Bernard Lluch : ils sont nés pendant ou juste après la guerre, ils ont fait des études secondaires, se sont politisés lors de la Guerre d'Algérie et ont rejoint le Parti Communiste. Pour autant, leur énergie militante est moins investie dans le Parti que dans ce mouvement d'éducation populaire, par des activités de cinéclubs par exemple. Ils implantent à Sallaumines en 1968 une antenne du mouvement et initient avec l'appui de la municipalité une politique culturelle originale dans une commune minière. Cette équipe issue du bassin minier est en contact avec ses militants de la métropole lilloise qui entament, eux, des carrières universitaires comme les sociologues Jacques Hédoux ou Claude Dubar. Quand en 1971, la loi impose un nouveau droit à la formation professionnelle pour les salariés, ce noyau militant fort de ses positions institutionnelles et politiques, pousse l'université de Lille I et son Centre Universitaire d'Économie et d'Éducation Populaire (CUEEP) à proposer une « Action

¹ Dubar C., Gayot G., Hédoux J., « Sociabilité minière et changement social à Sallaumines et à Noyelles-sous-Lens (1900-1980) », *Revue du Nord*, 1982, n° 253, p. 365-463 ; Cooper-Richet D., *Le Peuple de la nuit*, Paris, Perrin, 2011.

² Chosson J.-F., *Peuple et Culture, 50 ans d'innovation au service de l'éducation populaire*, Paris, Éditions de Peuple et culture, 1995.

³ Voir notice de Pineau G. in *Le Maitron*, [en ligne] <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article140526>

Collective de Formation en milieu ouvrier » (ACF) sur les communes voisines de Sallaumines et Noyelles-sous-Lens en association avec la municipalité communiste, la CGT des mines et la CFDT.

La récession minière explique aussi la présence des mineurs marocains⁴. Les Houillères préfèrent en effet depuis les années 1960 recruter au Maroc avec des contrats de 18 mois plutôt que des ouvriers autochtones. Ainsi, pour les Marocains, pas de statut de mineur c'est-à-dire qu'ils ne bénéficient pas des dispositions légales prévues en matière de promotion et d'accès aux soins. Les Houillères assurent leur hébergement dans des « cités de célibataires »⁵ et rompent ainsi avec leur politique traditionnelle qui avait consisté à intégrer la main d'œuvre à un réseau de sociabilité serré afin de la stabiliser. Fixer la main d'œuvre : la cité des mines ou le coron, le jardin mais aussi les fanfares, clubs sportifs, églises etc., en l'enfermant- physiquement et moralement - pour l'empêcher de s'engager ailleurs, dans d'autres industries ou de trouver dans la sociabilité minière traditionnelle, les appuis nécessaires à son émancipation. Ces logements sont à l'écart de la ville ou des coron et sont surveillés par des gardes au service des Houillères ainsi que par les autorités consulaires via les amicales. Dans les années 1970, on compte une trentaine de ces cités, regroupant à chaque fois une centaine de mineurs, sur le bassin de Sallaumines ou des communes voisines de Noyelles-sous-Lens et d'Avion. De fait, le monde de la mine a observé avec une certaine indifférence les ouvriers marocains et la stratégie ségrégative des Houillères a bien fonctionné, sans que la communauté minière « déférente »⁶ ne la remette en cause.

L'objectif de cette étude consistera à comprendre quels ont été les ressorts qui ont permis à Peuple et Culture à mettre en cause, au moins en partie, ce dispositif d'isolement. On s'intéressera plus particulièrement à la manière dont ce mouvement a voulu (re)mobiliser la collectivité minière dont on sait la prégnance encore à ce moment dans les processus de socialisation, pour faire face à cette question.

Un projet d'éducation populaire pour les mineurs marocains

Les premières rencontres entre les militants de Peuple et Culture et ces travailleurs marocains se produisent dans le centre de formation, au CUEEP, puisque les mineurs marocains ont droit au nouveau

⁴ Yahyaoui T., *Du Douar aux mines, les mineurs marocains et la politique de restructuration des mines*, mémoire de maîtrise, Lille 3, 1990 ; Perdoncin A., *Des Marocains pour fermer les mines : immigration et récession charbonnière dans le Nord-Pas-de-Calais (1945-1990)*, thèse de sociologie, Paris Saclay, ENS-Cachan, 2018.

⁵ INA, Conseil régional Nord-Pas de Calais, Mémoires de mine, fresque historique commentée par Sylvie Aprile, [en ligne] <https://fresques.ina.fr/memoires-de-mines/>

⁶ Lancien D., « Les mineurs de Grande-Bretagne au 19^{ème} et au 20^{ème} siècle, note critique », *Annales ESC*, 1981, vol. 36, n° 6, p. 1111-1136.

congé individuel de formation (loi de juillet 1971). Le « département migrants » du CUEEP propose ainsi à partir de 1975 un dispositif, négocié avec l'Éducation Nationale et le GEPEN (futur GRETA) et subventionné par les Houillères qui prévoit 160 heures de cours réparties sur 20 semaines, une matinée par semaine étant consacrée à des cours d'alphabétisation, surtout en expression orale et l'après-midi à des cours en atelier de mécanique auto ou de soudure⁷. Parallèlement à ces formations, le département « Migrants » du CUEEP en propose d'autres en dehors du temps de travail, le samedi notamment. Ces démarches vis-à-vis des mineurs marocains ont déjà un caractère militant assez affirmé : les différents formateurs prospectent parfois en dehors de leur temps de travail, ils font du porte-à-porte, ils tractent sur les marchés ou dans les cités. Les militants de Peuple et Culture, qui sont aussi souvent formateurs, participent évidemment à ces actions et fédèrent d'autres énergies militantes, celle du prêtre-ouvrier de la paroisse qui deviendra un formateur en mécanique auto très populaire auprès des Marocains. Pour l'année 1978 par exemple, ces dispositifs de formation auraient touché 203 hommes et 69 femmes⁸. La faiblesse des moyens engagés ne permet pas de préparer réellement la reconversion de la main d'œuvre marocaine. Aucun mineur marocain n'est réellement en mesure de passer le CAP et même les progrès d'apprentissage du français sont modestes. Pour les Houillères, les formations du CUEEP permettent de remplir une obligation légale dans laquelle elles n'investissent aucune véritable politique d'entreprise, si ce n'est pour servir de vitrine à leur bilan social. Bien souvent, l'encadrement des Houillères cherche même à dissuader les mineurs marocains d'utiliser ce droit à la formation en le mettant en concurrence avec le système de paiement au rendement. Cependant, cette dynamique institutionnelle et nationale va servir de point d'appui à d'autres expériences plus singulières.

L'association sallauminoise va s'employer à favoriser d'autres occasions de rencontres en s'appuyant sur les contacts de ses militants avec le milieu marocain par le biais du CUEEP⁹. Elle répond à ce moment aux appels d'offre des secrétariats d'État Dijoud puis Stoléru (1976-1981) pour favoriser l'accueil des travailleurs immigrés notamment autour de la *Semaine du dialogue* entre Français et étrangers et à ce titre, elle reçoit un subventionnement du FAS qui permettra de pourvoir temporairement un demi-poste de permanent attaché à ces questions. Dans le Pas-de-Calais, elle semble la seule d'après les archives consultées, à participer aux programmes du FAS¹⁰. Une

⁷ L'essentiel des informations sur le CUEEP a été fourni par un entretien auprès de Mme E. Charlon-Dubar, responsable de ce département « Migrants ».

⁸ Ces chiffres sont tirés de documents consultés aux archives municipales de Sallaumines (rapport d'activité du CUEEP 1978). Voir aussi Archives Départementales du Pas-de-Calais (AD62), 1W60558, Dossier enseignement des étrangers, et, 1654W19, Dossier sur les associations culturelles d'aides aux étrangers.

⁹ Archives de *Peuple et Culture Nord* déposées aux Archives Départementales du Nord (AD59) J1582.

¹⁰ Laurens S., « De la « promotion culturelle des immigrés » à « l'interculturel » : discours d'Etat sur une pratique d'Etat », *Cultures et Conflits*, 2017, vol. 3, n° 107, p. 15-41.

commission « Immigrés » fait son apparition dans l'organigramme de Peuple et Culture, commission dans laquelle sont invités aussi des bénévoles non-adhérents qui doivent servir de relais pour pénétrer les milieux d'immigration, il s'agit notamment d'une militante de l'Amicale des travailleurs Algériens et des enseignants consulaires qui animent les cours d'arabe dans les écoles par le biais de l'Association pour les Langues et Cultures d'Origine (ALCO). L'antenne sallauminoise déploie tout son savoir-faire en matière d'animation socio-culturelle, et propose ainsi en 1981 aux travailleurs marocains, entre autres exemples, un stage photographie qui réunit 12 mineurs ou encore un rallye-voiture avec des étapes dans les différentes cités pour 32 participants dont 20 Marocains. La même année, un voyage à Amsterdam est aussi proposé à une cinquantaine de travailleurs maghrébins. On peut classer les actions entamées à l'égard de ce public marocain en trois catégories.

Une première catégorie vise à insérer les Marocains à ce que le mouvement nomme « la culture populaire » et ici plus précisément la culture minière. Peuple et Culture déploie en effet à cette époque, une grande partie de son activité pour valoriser cette culture au travers de deux grands festivals associant expositions, conférences et spectacles. L'association apporte au même moment son soutien logistique à la production d'une grande enquête historique et sociologique universitaire, pilotée par Jacques Hédoux, Claude Dubar et Gérard Gayot et dédiée à la notion de « sociabilité minière ». Pour la fête de la Sainte Barbe qui est encore un événement identitaire très fort pour la communauté locale, où l'on boit beaucoup d'alcool mais à laquelle les mineurs marocains ne participent pas, Peuple et Culture organise un repas. Soixante-cinq travailleurs marocains et une quinzaine de Français sont réunis à cette occasion et discutent des conditions de travail ou des fêtes « d'hier et d'aujourd'hui ». Dans le même esprit, l'association parvient à inviter des Marocains à un « mariage français » et des Français à un « mariage marocain », et elle tente de créer des groupes de danses folkloriques à l'intention des jeunes filles d'origines italienne, algérienne ou marocaine. Les rapports de Peuple et Culture laissent pourtant entrevoir que le dialogue interculturel, même en prenant prétexte d'une culture minière commune, rassemble peu et surtout peu de gens issus de la population autochtone. Les rapports notent également que les travailleurs marocains font preuve eux aussi d'un certain « scepticisme » à l'égard des actions de l'association, visiblement ils se tiennent dans une certaine réserve. C'est sûrement ce qui incite l'association à proposer aussi des événements comme la Fête du Trône (90 participants) ou des projections de film comme *Le Voyage à La Mecque* et des discussions sur le Ramadan, c'est-à-dire des actions qui répondent d'abord aux besoins de socialisation de la communauté marocaine qui se forme alors sur le territoire de Sallaumines. D'ailleurs ces actions se font à cette occasion en contexte « non-mixte », c'est le cas d'un voyage à Paris réservé aux femmes (co-organisé avec l'Amicale Laïque des Femmes Algériennes, 150 femmes) ou des goûters organisés pour les mères et les enfants à l'occasion de Noël par exemple.

Après 1980, face à l'arrivée des familles, des épouses et des enfants des mineurs marocains, Peuple et Culture organise des actions qui relèvent d'une seconde catégorie. À Sallaumines, la permanente de l'association oriente son activité sur les questions d'accueil des jeunes épouses et des enfants. Elle met sur pied des visites à domicile dans les familles marocaines et organise des rencontres du type « réunion Tupperware » au cours desquelles on discute de l'utilisation de l'électro-ménager, des questions de cuisine et d'alimentation ou d'hygiène. Il s'agit de préparer l'adaptation des femmes marocaines à la vie moderne. Le CUEEP avait déjà eu affaire à ce genre de situation où il avait fallu répondre à leurs interrogations concernant le fonctionnement des machines à laver et du tri du linge. Les questions de sexualité et de contraception sont parfois abordées également. Dans le même esprit, Peuple et Culture organise des rencontres entre les instituteurs, institutrices, l'inspection départementale de l'Éducation nationale et les mères de famille marocaines pour expliquer les attendus de l'école en termes d'assiduité, de l'heure du coucher et pour les aider à trouver leur place dans l'institution scolaire.

Un peu plus tardivement, au début des années 80, d'autres militants s'engagent dans la ville voisine de Fouquières-lez-Lens sur une voie différente en cherchant cette fois à associer à leurs actions des jeunes issus de l'immigration : ouverture d'un local, réalisation d'un journal de quartier, ciné-club, sorties à Paris, voyages d'études en région mais aussi dans l'Algérie socialiste. Certains de ces jeunes sont alors formés par Peuple et Culture sur les métiers de l'animation socio-culturelle et ils sont par exemple chargés de l'animation d'un séjour sur la côte pour des retraités d'EDF ; des discussions intergénérationnelles s'enclenchent pour discuter alors du racisme et de l'immigration. Un changement très net est perceptible dans cette troisième catégorie : les questions interculturelles qui avaient été au cœur des premiers contacts entre l'association et les travailleurs maghrébins, cèdent le pas à des débats sur la place de cette jeunesse dans la société française, on évoque les problèmes du racisme et du chômage mais aussi les tiraillements de cette jeunesse entre la société d'accueil à laquelle elle s'identifie et les exigences morales et religieuses des familles d'origine.

Pour bien appréhender le sens de ces démarches, il faut revenir sur le contexte particulier de l'expérience sallauminoise d'éducation populaire. La loi sur la formation professionnelle plonge en effet les mouvements d'éducation populaire dans de nouveaux dilemmes : en acceptant de s'insérer dans des logiques institutionnelles, ces mouvements trouvent certes de nouvelles opportunités de développement mais au détriment des ambitions de démocratisation culturelle portées par l'après-

guerre et Mai 68¹¹. Les travaux sociologiques de Claude Dubar et Jacques Hédoux¹² soulignent par exemple que la formation professionnelle profite d'abord aux couches les plus favorisées dans l'emploi et aux plus diplômées. Le CUEEP de Sallaumines illustre cette tension nouvelle : le financement des Houillères et du FAS offre des perspectives d'actions inédites mais l'équipe de Peuple et Culture entend ne pas réduire ses ambitions à la seule « formation professionnelle » : elle assigne une dimension politique à la formation permanente derrière laquelle on reconnaît facilement une vieille antienne du mouvement ouvrier, celle d'une « *libération des travailleurs qui sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes* ». La déclinaison de cette proposition sur le terrain culturel n'étonnera pas, Peuple et Culture Nord est marqué par le marxisme et ses militants sont souvent adhérents du PCF. En même temps, cette proposition est suffisamment élastique pour se situer dans un horizon pratique « réformiste ». L'expérience a connu un certain succès, elle a été assurément assez originale, sur Sallaumines, c'est près de 20 % de la population qui est passée par ces sessions de formations à la mécanique auto, à la coupe-couture mais aussi dans des actions d'alphabétisation (pas seulement à destination des Maghrébins) ou encore dans la mise en scène de spectacles. Le CUEEP a donc réussi à devenir un véritable lieu de sociabilité qui renouvelait celle, plus classique, du monde minier. Pour ce qui concerne plus spécialement le public marocain, Peuple et Culture a montré le même volontarisme en allant dans les logements de célibataires d'abord puis au domicile des familles pour aller chercher un « non-public » qui échappait à ses actions. Pour permettre aux mineurs marocains de devenir des producteurs à part entière de cette culture populaire qui s'élaborait sur le territoire, des opérations ont été conçues qui ont contribué à rompre l'isolement dans lequel les Houillères les tenaient. Le mouvement d'éducation populaire invite ainsi plusieurs mineurs à constituer un groupe de musique marocaine et leur propose de jouer, sur scène, lors de la Fête de la Formation permanente qui rassemble un millier de personnes. De la même manière, il leur demande de tenir des stands lors des « Nocturnes » de Sallaumines qui sont des fêtes de rues, afin d'inscrire la présence marocaine dans le paysage très diversifié des associations locales. Peuple et Culture contribue ainsi à rendre visible la présence marocaine dans l'espace public, dans les événements culturels de la ville et dans la presse locale qui les relaie.

Voilà, brièvement retracé, le tableau de cette rencontre entre le mouvement d'éducation populaire et les mineurs marocains. Retenons qu'à une époque où personne ne s'intéressait aux

¹¹ Scheer J., « Les associations d'éducation populaire et la loi sur la formation professionnelle, entre illusion lyrique et enjeux stratégiques, » in Poujol G.(dir.), *Éducation Populaire : le tournant des années 70*, Paris, L'Harmattan, 2000, p. 147-163.

¹² Dubar C., « Les retombées culturelles d'une ACF », *Éducation Permanente*, n°48, 1979 ; Hédoux J., « Des publics et des non-publics de la formation d'adultes », *Revue française de sociologie*, 1982, vol. 23-2, p. 253-274.

mineurs marocains, Peuple et Culture est la seule organisation à leur faire accueil et à leur faire une place au sein de la communauté minière, à l'exception peut-être de militants maoïstes sur Liévin qui eux aussi se saisissent de la figure du mineur marocain comme celle d'un « frère de misère » mais sans réussir à tisser avec cette population immigrée de véritables liens¹³.

La loyauté des transfuges

Le travail de recherche ici présenté a pu bénéficier de l'apport d'entretiens réalisés auprès d'acteurs impliqués dans cet accueil des mineurs marocains. Outre les indispensables compléments d'informations qu'ont fournis ces témoignages, deux de ces entretiens vont nous permettre d'explorer des dimensions plus intimes de l'accueil en pointant des attitudes qui ont été, somme toute, assez rares.

Le premier témoignage est celui de Josette Breton. Elle est née en 1943, elle est issue d'une famille ouvrière marquée par la pauvreté et la précarité, son père étant gravement malade, c'est sa mère qui a dû assumer le foyer. La famille était peu politisée et marquée plutôt par le gaullisme mais l'intervention de tierces personnes, un voisin, une directrice de lycée encourageant une trajectoire d'ascension sociale à travers un parcours d'excellence scolaire. Ce soutien s'est encore affirmé plus tard quand elle rencontre la mouvance communiste qui lui ouvre véritablement de nouveaux horizons, au-delà de la seule culture scolaire. Josette Breton est alors invitée à écrire et à mettre en scène et elle fonde sa troupe de théâtre Le Théâtre Populaire de la Gayole. C'est dans les années 68 qu'elle fait la rencontre de Peuple et Culture : Gérard Mlékluz l'encourage dans ses activités d'écriture qui est une véritable marque de fabrique de l'association. Elle participe aux enquêtes universitaires autour du CUEEP et de ce mouvement d'éducation populaire notamment aux côtés de Claude Dubar. À la même époque, elle adhère au PCF mais refuse de prendre des responsabilités politiques. Alors que son mari devient maire de la commune minière de Grenay, elle préfère consacrer son énergie militante à des activités d'éducation populaire avec la mise en scène de spectacles patoisants qui prennent appui sur l'expérience de la mine. La rencontre avec les ouvriers marocains a lieu au CUEEP quand elle est recrutée pour animer des formations d'alphabétisation qu'elle prolonge par l'encadrement des sorties culturelles organisées par Peuple et Culture. Lors d'une session de formation, elle fait la connaissance d'Hamid Oukattou qu'elle repère pour son niveau scolaire plus élevé que la moyenne puisqu'il a été au collège au Maroc. Elle le met en contact avec la CGT des mines dont il devient délégué. Hamid Oukattou se prend aussi d'intérêt pour le théâtre et il demande, après 1987, aux Houillères une reconversion dans les métiers du théâtre avant d'être embauché par le Théâtre de la Gayole. Josette

¹³ Fontaine M., *Fin d'un monde ouvrier, Liévin, 1974*, Paris, éditions EHESS, 2014, p. 105-106.

Breton inscrit sa rencontre avec les mineurs marocains dans la continuité de son parcours dans l'éducation populaire et à travers des problématiques qu'elle avait déjà rencontrées, au moins intellectuellement, avec la poésie de l'exil (Pablo Neruda) ou plus concrètement dans un projet de mise en scène de poèmes de Nazim Hikmet (1901-1963) avec des ouvriers turcs de la métropole lilloise. Néanmoins, ce cadre conceptuel ne désamorce pas complètement le choc de la rencontre avec les mineurs marocains, moins à cause de la distance culturelle que de la dureté de leur exploitation par les Houillères et notamment en raison de leur isolement, physique par leur cantonnement dans les camps de célibataires, et moral dans la mesure où « personne ne s'occupait d'eux ». Contrairement à notre autre témoin, Monique Nedelkovic, Josette Breton déclare ne jamais avoir été critiquée pour cet engagement, , mais elle met cela sur le compte de son milieu, peu réceptif aux arguments racistes.

Le second témoignage est celui de Monique Nedelkovic, née en 1949 dans une famille de mineurs, elle aussi en situation précaire, même au regard des standards de vie de l'époque dans les mines. Elle définit son éducation comme le fruit d'une double identité, catholique et étrangère par sa grand-mère « porte-étendard du mouvement catholique slovène », communiste et nationale par son père. Une tuberculose osseuse l'oblige à passer son enfance dans des institutions hospitalières avant de revenir à Sallaumines à l'adolescence où elle rattrape seule son retard scolaire. Elle échappe ainsi au lot commun des femmes de la mine car elle est déjà diplômée d'un CAP en secrétariat qui est encore une qualification rare dans son milieu. Elle connaît d'autres horizons géographiques, elle n'est pas mariée, elle n'a pas d'enfant : autant de facteurs qui la rendent disponibles pour s'inscrire parmi les premières au cours du CUEEP en répondant à l'appel de l'affiche de promotion du nouvel organisme « Pourquoi pas vous ? ». Après un premier stage au CUEEP, elle est recrutée en 1974 comme formatrice, en même temps que Jacqueline Wneczak (née en 1939), ancienne ouvrière du textile et épouse de mineur. Monique assurera les cours de sténodactylographie, Jacqueline ceux de coupe-couture. Les deux femmes adhèrent à Peuple et Culture, participent aux formations de l'association « Voir, Penser, Agir » ; Monique Nedelkovic était déjà adhérente au Parti Communiste, Jacqueline Wneczak y adhère après son entrée au CUEEP. Très vite, elles animent aussi des groupes « migrants » et participent à l'alphabétisation mais cet investissement dépasse le simple engagement professionnel. Elles sympathisent avec leurs élèves marocains, elles leur font des visites, elles sont invitées dans les cités pour partager un repas ou une fête. « J'avais mal au cœur, ils étaient tout seuls, isolés, casernés avec un chef de camp un peu facho. » Devenir formatrice ne se justifiait pas aux yeux de Monique Nedelkovic pour obtenir un salaire ou un statut nouveau mais comme un engagement qui impliquait aussi de se lier humainement à ces hommes. Si à quelques occasions, elle revient sur les aspects culturels de cette rencontre (« *ils nous ont appris à manger du couscous* »), ce n'est pas spontanément cette dimension qu'elle met en avant. Elle voit avant tout dans ces mineurs le reflet de ce qu'étaient

les mineurs de la génération précédente. Pour autant, elle confirme que son attitude n'avait rien d'évident. Fréquenter les Marocains, leur faire cours et plus encore, aller dans les camps de célibataires, « c'était la révolution ». Cette attitude dénote au milieu de la population, elle lui vaut une réprobation diffuse voire des remarques hostiles comme lorsqu'on dit à sa mère « T'as pas mérité ça, t'fille, ché un cul à bougnoules ». Monique Nedelkovic explique que cette réprobation n'était pas seulement le fait des visites dans les camps de Marocains ou de ses contacts avec ces mineurs, c'était plus généralement une réaction diffuse face au contre-modèle qu'elle et Jacqueline incarnaient, celui de femmes qui « travaillent », qui étaient entrées au CUEEP comme stagiaires, qui en étaient ressorties avec un emploi et qui construisaient leur vie en dehors des habitudes minières. Dans son récit, elle fait donc ressortir que la soumission à l'ordre conservateur des Houillères était encore plus pesant pour les femmes que pour les hommes car à celles-ci, les colonies de vacances ou les écoles ménagères « apprenaient dès le plus jeune âge à devenir une bonne épouse de mineur, à faire la lessive tel jour, à faire son ruisseau tel autre ». Toutes ces remarques illustrent le climat de petites jalousies dont pouvaient faire preuve parfois les corons et que Marion Fontaine analyse autour des « veuves » des victimes de la catastrophe de Liévin (1974), accusées de tirer profit des indemnités des Houillères¹⁴. Sur ce dernier aspect, on voit bien qu'au-delà des similitudes que nous allons interroger, ces deux témoignages montrent une hétérogénéité plus grande qu'il n'y paraît si l'on voulait rabattre la sociologie de Peuple et Culture sur la seule catégorie globale de « nouvelle classe moyenne » ou des professions de la « main gauche de l'État ».

Peut-on envisager des similitudes entre ces deux parcours ? Peut-être, si l'on envisage de les décrire sous la catégorie de « transfuges sociaux ». Aussi bien Josette Breton que Monique Nedelkovic ont le sentiment en effet d'avoir échappé au poids du déterminisme social, d'abord grâce à l'école mais ensuite grâce à l'éducation populaire dans le Parti Communiste, à Peuple et Culture. Ces deux femmes mettent en avant le rôle particulier de Gérard Mlékuz. Le mouvement d'éducation populaire n'a ainsi pas seulement répondu à un besoin d'émancipation culturelle mais a justifié des positions sociales dans lesquelles elles ne se sentaient pas, *a priori*, légitimes. Deux anecdotes dans les entretiens illustrent ce processus. Monique Nedelkovic raconte par exemple qu'elle a été préférée comme formatrice dans les groupes d'alphabétisation à la pharmacienne, une figure de notabilité qui avait fait partie des premières bénévoles de l'ACF ; pour Gérard Mlékuz, il s'agissait de faire du processus de formation un instrument d'émancipation pour les classes populaires. L'anecdote éclaire ici le rôle légitimant de l'éducation populaire dans ces trajectoires d'ascension sociale : « Nous, on était du milieu populaire, eux [G. Mlékuz et les responsables de Peuple et Culture] c'était quand même des instits mais ils se

¹⁴ Fontaine M., *op. cit.*, p 165.

penchaient vraiment sur le peuple ». Le récit de Josette Breton présente une anecdote qui semble jouer la même fonction : elle raconte la honte d'arriver « en chaussettes, dans un lycée de centre-ville à Béthune alors que les autres filles portaient des bas », elle explique le manque de confiance qu'on peut avoir lorsqu'on est issu de ce milieu¹⁵. Elle reprend plus loin dans l'entretien l'anecdote en rapportant la réaction de sa mère, « elles portent des bas, mais ça file ça », comme pour souligner tout de même la validité de sa culture populaire d'origine. Elle appuie son hommage aux personnalités comme Gérard Mlékuz qui l'ont encouragée dans sa voie et qui lui ont fait prendre conscience de la valeur d'une culture revisitée par l'éducation populaire. Dans son travail sur les Associations de Solidarité avec Tous les Immigrés (ASTI), M. T. Lechien fait le portrait de militants qui pensent leur trajectoire en rupture avec leur milieu d'origine, social et familial, bourgeois et catholique, jugé trop conservateur, et qui investissent dans le dialogue culturel une proximité avec des étrangers dont ils sont en réalité assez éloignés socialement¹⁶. D'une certaine manière, on est ici sur des positions inverses car Josette Breton ou Monique Nedelkovic pensent leur trajectoire dans le cadre d'une fidélité à leurs origines sociales et familiales et d'une loyauté à l'égard de l'éducation populaire. Leur investissement dans la « cause des étrangers » est alors motivé par une dynamique d'identification : ce n'est pas l'altérité qui joue dans l'économie émotionnelle de leur relation aux mineurs marocains mais l'empathie pour des hommes qui leur rappellent leur origine sociale, celle de l'exploitation ouvrière. La solitude et l'exil, la place marginale dans laquelle la société dominante les tient, entrent sûrement aussi en résonance avec d'autres traits biographiques. Monique Nedelkovic met ainsi en avant des épisodes qui l'ont préparée à résister à la pression sociale comme son handicap ou sa naissance illégitime : « Si vous êtes différents, c'est dur mais dans les corons, c'est encore plus dur ». Le témoignage littéraire de G. Mlékuz¹⁷ n'évoque pas la question des Marocains (il quitte la direction du CUEEP de Sallaumines au moment où ceux-ci deviennent réellement visibles) mais il est intéressant de noter qu'il articule les mêmes motifs biographiques à son projet de faire du CUEEP le « moyen d'élever le niveau culturel d'une population injustement maltraitée ».

L'analyse de ces deux trajectoires pose également la question des biais de genre. L'action de Peuple et Culture a reposé également sur le travail militant de figures masculines comme celle du prêtre-ouvrier J. M. Leclerc et évidemment de B. Lluch qui en a été la véritable cheville ouvrière à Sallaumines-Noyelles. Mais comme le note le rapport de J. Hédoux de 1982, son antenne dans le bassin minier est « plus féminine » et « moins diplômée » que son homologue lilloise et métropolitaine. Dans

¹⁵ Hoggart R., *La culture du pauvre*, Paris, Minuit, 1970.

¹⁶ Lechien M.-T., « Des militants de la « cause immigrée, pratiques de solidarité et sens privé de l'engagement », *Genèses*, vol. 1, n° 50, 2003, p. 91-110.

¹⁷ Mlékuz G., *Écoute le temps qui marche sur le sable... ou chronique d'une réconciliation annoncée*, Perspectives Documentaires en éducation, n° 21, 1990, p. 53-86.

son travail d'analyse sur la « cause des sans-papiers »¹⁸, M. Pette et F. Eloire décrivent deux pôles d'organisation et d'engagement : le premier relève plutôt du christianisme social et trouve son répertoire d'actions dans l'alphabétisation, l'action sociale et la défense des droits, le second est plutôt d'obédience communiste et investit les luttes revendicatives. La configuration de Sallaumines-Noyelles n'est évidemment pas la même : le pôle communiste y est en situation de quasi-monopole. Avec ce mouvement d'éducation populaire ainsi qu'avec des figures comme celles de Josette Breton ou de Monique Nedelkovic, aussi de Jacqueline Wneczak (animatrice en coupe-couture), ou encore Martine Hédoux, Chantale Mlékuz, Elisabeth Charlon-Dubar (responsable du département migrants au CUEEP), on voit ce pôle investir un répertoire d'actions qui est justement celui de l'alphabétisation et de l'action sociale au moins jusqu'au début des années 1980. De ce point de vue, il n'est pas inintéressant de constater que le CUEEP et Peuple et Culture avaient identifié d'ailleurs les femmes de milieu populaire comme un « vecteur de changement social ». On peut donc soutenir que le pôle communiste si caractéristique du Bassin Minier, a su déclinier son hégémonie en termes culturels sur ces années 1970 et jusqu'au début des années 1980, en investissant la cause des femmes et des étrangers. Mais, cette dimension a été confiée à des hommes et surtout à des femmes qui n'étaient pas au centre du pouvoir communiste avec des enjeux qui n'apparaissent pas centraux contrairement à l'enjeu du maintien de l'activité charbonnière et avec des réseaux qui sont restés marginaux, seul G. Mlékuz occupera un temps un poste de conseiller municipal à Sallaumines.

Le tournant de 1983 : la fin des illusions ?

Tous les dilemmes et les contradictions dans les positions institutionnelles de Peuple et Culture par rapport aux municipalités communistes ou aux commandes de la politique de formation professionnelle, et sur lesquelles le mouvement d'éducation populaire avait glissé dans les années 1970 vont rejouer puissamment au tournant de 1983. Les évolutions contextuelles, aussi bien locales que nationales, vont avoir finalement raison de l'expérience d'éducation populaire. À la faveur de la crise, la région et les décideurs patronaux entendent utiliser les formations du CUEEP comme un outil de traitement du chômage et de retour à l'emploi et ils mettent fin aux expérimentations d'éducation populaire de G. Mlékuz en 1980. Le regroupement accéléré des familles marocaines en 1981-1982, fait pression sur la priorisation des actions de Peuple et Culture : à Sallaumines, la permanente, J. Wneczak, oriente son activité sur de l'accompagnement social pour répondre aux demandes

¹⁸ Eloire F. et Pette M., « Pôles d'organisation et engagement dans l'espace de la cause des étrangers, L'apport de l'analyse des réseaux sociaux », *Sociétés contemporaines*, n° 101, 2016, p. 5-35.

institutionnelles de la municipalité ou de l'Éducation Nationale. Les militants actifs de Fouquières-lez-Lens, s'engagent eux, sur une autre voie, plus politique, avec des jeunes de la deuxième génération et critiquent des pratiques sallauminoises qui versent, selon eux, dans l'assistance sociale. Ces tiraillements, émaillés parfois de conflits personnels, auront raison de l'association dans le Pas-de-Calais. Mais ce sont les évolutions politiques qui vont peser le plus lourd. Avec la victoire de l'Union de la Gauche, le pôle constitué par la CGT des mines et les municipalités communistes espèrent une dernière fois pouvoir relancer la production charbonnière. Ce pôle voit alors dans la mobilisation des mineurs marocains le moyen de soutenir la revendication de maintien de l'activité charbonnière mais cette perspective ne convainc pas au-delà des rangs du parti communiste. Peuple et Culture qui se veut un instrument de changement social analyse même cette attitude comme un raidissement du pôle communiste sur une identité prolétarienne dépassée. D'autres divergences, nationales (sur la politique gouvernementale) et internationales (après le coup d'État en Pologne) finissent de consommer la rupture entre Bernard Lluh et le PCF. Les municipalités communistes cessent alors leurs subventions à Peuple et Culture, ainsi que les prêts des locaux. L'association doit alors licencier ses permanents du Pas-de-Calais et ne continuera à vivre que dans la métropole lilloise. Dans un rapport¹⁹ consacré à cet épisode, le sociologue J. Hédoux conclut, amer, au « piège du local » : piège institutionnel avec une trop forte dépendance aux politiques municipales mais aussi piège du territoire lui-même, le bassin minier n'ayant pas suscité des dynamiques de changements suffisantes.

Quel est finalement le bilan de l'expérience de Peuple et Culture avec les mineurs marocains ? Il faut bien constater qu'elle s'est heurtée à une certaine indifférence de la population locale, qu'elle a eu parfois du mal à convaincre les mineurs marocains eux-mêmes de ses bénéfices. Elle tourne court en 1983 quand elle perd ses soutiens institutionnels au milieu de l'effondrement de bien d'autres illusions. Ce sont essentiellement les mairies communistes qui ont accueilli les familles marocaines dans la période suivante, lors du regroupement familial, en leur permettant de s'installer dans les cités minières sans réticence, en les accompagnant socialement, à hauteur, c'est vrai, de moyens très limités par le contexte de récession. Quant aux Houillères, qui liquident alors bien d'autres passifs, elles consacrent peu d'efforts et de moyens à leurs anciens salariés notamment en termes de reconversion. Au-delà des Marocains, on peut s'interroger, à la manière de Julian Mischi²⁰, sur ce moment qui a vu le PCF se détourner d'un terrain, celui des jeunes, des immigrés et des femmes en abandonnant le travail initié par Peuple et Culture pour se resserrer sur la seule défense de son identité ouvriériste.

¹⁹ AD59, J1582-16

²⁰ Mischi J., « Le PCF et les classes populaires », *Nouvelles Fondations*, n° 6, 2007, p 15-23.

Si la plupart des acteurs dont il a été question ici disparaissent de la scène après 1983, il faut tout de même signaler la participation importante de Josette Breton et d'Hamid Oukattou au collectif de l'Association des Mineurs Marocains du Nord Pas-de-Calais (affiliée à l'Association des Travailleurs Maghrébins de France sur le plan national). L'association est née après la grève de 1987. Elle investit le terrain de la défense des droits, elle mène des luttes revendicatives sur la question de la reconversion puis du logement, avec parfois des interventions différentes de celles de la CGT. Surtout, l'association développe ces dernières années un important travail de mémoire. Le Théâtre de la Gayolle, dans la veine de l'éducation populaire, a monté les spectacles d'Hamid Oukattou en articulant les thèmes du dialogue culturel, les « paroles de mineurs », la valorisation du patois et des cultures orales berbères et arabes. Aujourd'hui, l'institution régionale se penche sur ce patrimoine « marocain » dans sa démarche globale de valorisation de l'ancien bassin minier. En ce sens, l'éducation populaire aura au moins permis d'intégrer les mineurs marocains dans le récit minier, ce qui n'est pas tout à fait anodin dans la mesure où ce récit a constitué et constitue encore un levier puissant de construction de l'identité collective sur ce territoire de l'ancien bassin minier.